

OBITUARY / NÉCROLOGIE

Hommage à Raymond Léger, 1955–2023

David Frank, Université du Nouveau-Brunswick



Danielle Savoie

L'ÉTÉ DERNIER, LE COMITÉ DE RÉDACTION de la revue *Labour/Le Travail* a perdu l'un de ses membres les plus loyaux et les plus anciens. Raymond Léger s'est joint au comité de rédaction en 1990 et a régulièrement apporté son soutien à la revue jusqu'à son décès prématuré, survenu le 2 juillet dernier à la suite d'une urgence médicale. Sa connaissance approfondie de l'Acadie du Nouveau-Brunswick et son travail d'historien social, de représentant syndical et de militant politique faisaient qu'il était à l'aise aussi bien dans les cercles universitaires que dans les milieux syndicaux et les mouvements sociaux – et qu'il était un véritable pilier pour cette revue. Il a généreusement fait partager ses connaissances et son expérience, et l'on pouvait compter sur lui pour soutenir les principes, en particulier pour promouvoir une présence vigoureuse du

français dans les pages de cette revue et conserver les liens entre la revue et le mouvement syndical.

J'ai fait la connaissance de Raymond en tant qu'ami, collègue et camarade dans les années 1980. Quand je pense à lui maintenant, des images épisodiques me viennent à l'esprit. Le voilà, garçon, dans la maison familiale à Bertrand, dans le nord du Nouveau-Brunswick, qui écrit à Gordie Howe – et qui reçoit en réponse une photographie autographiée. Je le vois debout dans les coulisses à un concert de Pauline Julien, qui tourne patiemment les pancartes pour que la grande chanteuse lise les paroles. Je le vois récupérer des sacs de documents à un bureau syndical pour les déposer sur les marches à l'entrée d'un centre d'archives local. Je le vois à une manifestation, sur une ligne de piquetage. Je le vois qui prépare un mémoire pour présentation à un comité législatif, qui présente un rapport, qui ébauche un texte qu'un dirigeant syndical bien connu devra signer. Je le vois, soulevant des questions pointues lors d'une conférence ou d'un séminaire, ou prenant la parole depuis l'assemblée à un congrès pour expliquer un aspect technique ou un principe de la solidarité syndicale. Quand nous allons en voiture à des ateliers ou à des réunions, nous avons de longues discussions, la plupart du temps en anglais, mais Raymond m'amène patiemment à améliorer ma capacité de m'exprimer en français en cours de route. Et je le vois qui se détend en buvant un café dans un bistrot, qui échange de l'information, qui élabore des plans.

À l'époque où j'ai fait sa connaissance, Raymond participait déjà activement à l'histoire de son époque. Parfois, il se remémorait les expériences vécues quand, étudiant militant de premier cycle à l'Université de Moncton, il avait pris part à une campagne contre le projet du gouvernement progressiste-conservateur de Richard Hatfield d'effectuer des compressions dans le programme de prêts et bourses d'études. Les manifestations ont culminé à l'hiver 1976 par une occupation de 11 jours du hall d'entrée et des corridors de l'édifice du Centenaire, à Fredericton. Plus de 500 étudiants et étudiantes ont alors affronté le gratin de l'élite politique provinciale pour dénoncer le caractère inadéquat des politiques du gouvernement. Je ne sais pas si c'était la première visite de Raymond dans la capitale provinciale mais, comme d'autres étudiants issus de la classe ouvrière du nord du Nouveau-Brunswick, il a été frappé par les disparités qui existaient à l'intérieur de la province. Dans les années suivantes, il a fréquemment attiré l'attention sur le contexte de chômage et de crise économique qui prévaut dans une grande partie de l'Acadie du Nouveau-Brunswick¹.

Les manifestations étudiantes faisaient partie d'un malaise plus généralisé dans la société acadienne pendant les années 1970, et Raymond s'est plongé dans la vie politique de l'époque. En 1977, il était parmi les jeunes militants qui ont quitté le Parti acadien, un parti néo-nationaliste, pour poursuivre

1. Carolynn McNally, *Histoire de la Fédération des étudiants et étudiantes du Centre universitaire de Moncton (1969-2009)* (Moncton : Institut d'études acadiennes, 2010), p. 26-36.

un programme politique explicitement socialiste au sein d'un groupe qui est devenu plus tard un chapitre du Parti communiste ouvrier/Workers' Communist Party. Mis à part les prédictions d'une révolution sociale, ils mettaient l'accent sur la mobilisation de la classe ouvrière acadienne, particulièrement chez les chômeurs qui s'opposaient à la restructuration draconienne des programmes d'assurance-chômage. Entre autres initiatives, ils ont aussi aidé à fournir un leadership à la nouvelle Union des pêcheurs des Maritimes/Maritime Fishermen's Union. Fondée en 1977, celle-ci a obtenu le droit à la négociation collective prévu par la loi en 1982 pour les pêcheurs côtiers. Raymond lui-même a porté les couleurs du parti à 24 ans en se portant candidat à Moncton lors de l'élection fédérale de 1980 et à nouveau lors de l'élection provinciale de 1982 dans Moncton-Est. Après la dissolution du PCO/WCP en 1983, ses membres et ses partisans de l'Acadie du Nouveau-Brunswick, comme ceux d'ailleurs au Canada, se sont tournés vers d'autres formes de militantisme social, mettant à profit les compétences analytiques, organisationnelles et pratiques qu'ils et elles avaient acquises pendant leur apprentissage politique².

De retour à l'Université de Moncton pour y poursuivre des études supérieures, Raymond a été influencé par Daniel Hickey, un historien de la France du début de l'époque moderne. Hickey encourageait les étudiants et les étudiantes à s'inspirer des nouvelles méthodes de l'histoire sociale pour mener des recherches sur le Nouveau-Brunswick³. La thèse de maîtrise de Raymond, qui porte sur l'industrie forestière de sa région natale, dans la Péninsule acadienne, de 1875 à 1900, a exigé d'intenses recherches archivistiques et a apporté une contribution originale à l'histoire économique, sociale et ouvrière de la région. Alors que la plupart des hommes résidant dans la région étaient des fermiers ou des pêcheurs selon les recensements, Raymond a documenté la présence d'une vaste économie agroforestière dans laquelle des centaines d'hommes – « les nouveaux prolétaires » de la société rurale – travaillaient dans des conditions difficiles et dangereuses pour produire chaque année un volume considérable de bois de sciage largement destiné à l'exportation sur les marchés britanniques. Il a également démontré que la ressource en bois était sous le contrôle d'un petit groupe d'entrepreneurs capitalistes, dont aucun Acadien, qui détenaient des baux sur les terres de la Couronne ainsi que des droits de coupe sur d'autres terres réservées à la colonisation. Plusieurs d'entre eux, tel Kennedy Burns, un marchand capitaliste d'origine irlandaise devenu politicien, étaient connus pour verser à leurs travailleurs un salaire sous la forme de « pitons », comme on appelait cette monnaie de papier qui ne pouvait être échangée que dans les magasins de la compagnie. Cette vague

2. Philippe Volpé et Julien Massicotte, *Au temps de la « révolution acadienne » : les marxistes-léninistes en Acadie* (Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa, 2019).

3. On peut voir l'influence de Hickey dans le recueil d'essais en histoire urbaine publié sous sa direction, *Moncton, 1871-1929 : changements socio-économiques dans une ville ferroviaire* (Moncton : Éditions d'Acadie, 1990).

d'intense exploitation à la fin du 19^e siècle n'a pas permis l'établissement de bases solides pour l'économie locale, et la perspective historique de Raymond a mis en lumière les conséquences qui en ont résulté pour le sous-développement régional⁴.

Par ailleurs, pendant qu'il habitait à Saint-Jean, où il était employé dans le cadre d'un projet archivistique, Raymond s'est mis à s'intéresser de plus près à l'histoire syndicale contemporaine. Il a été embauché pour rédiger une histoire des 25 premières années de la section locale provinciale du Syndicat des employés de gros, de détail et des magasins à rayons (SGDMR), qui a été publiée en 1984. La brochure est intéressante pour l'attention qu'elle accordait aux campagnes de recrutement du syndicat, qui avait soumis au cours de son histoire plus de demandes d'accréditation que tout autre syndicat de la province. Elle examinait également les défis qui attendaient le syndicat, y compris les demandes de concessions des employeurs au chapitre des salaires et des avantages sociaux⁵. Par la suite, Raymond est devenu un représentant syndical en poste à Chatham et a notamment aidé à améliorer l'accessibilité des services et des documents aux membres francophones de la province. En outre, il a activement contribué à mobiliser le soutien à une grève de 14 mois à la Brunswick Bottling, distributeur des produits Coca-Cola dans la province. Raymond a publié par la suite un historique du conflit qui mettait l'accent sur des entrevues avec les grévistes et qui documentait les stratégies et les solidarités ayant conduit à une victoire du syndicat⁶.

Dans le cadre de son travail, que ce soit pour le SGDMR et plus tard pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), Raymond s'est toujours soucié de promouvoir chez les membres une compréhension de l'histoire ouvrière. Il a siégé au comité d'éducation de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick, et nous avons souvent collaboré à la préparation d'ateliers et de classes destinés aux syndicats et aux conseils du travail. À une occasion, nous avons préparé un atelier d'une journée pour les étudiants et les étudiantes du Centre d'éducation des travailleurs et

4. Raymond Léger, « L'industrie du bois dans la Péninsule acadienne, 1875–1900 », *La Revue de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. xvi, n° 2 (mai-août 1988), p. 5–86, et « L'impact de l'industrie du bois sur le territoire et la main-d'œuvre de la Péninsule acadienne, Nouveau-Brunswick, 1875–1900 » dans L. Anders Sandberg (dir.), *Trouble in the Woods: Forest Policy and Social Conflict in Nova Scotia and New Brunswick* (Fredericton : Acadiensis Press, 1992), p. 22–42. Voir aussi Léger, « Kennedy F. Burns », *La Revue de la Société historique Nicolas-Denys*, vol. xiii, n° 3 (octobre-décembre 1985), p. 12–15, et Léger, « Burns, Kennedy Francis », *Dictionnaire biographique du Canada/Dictionary of Canadian Biography*, vol. xii (Les Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1990) [www.biographi.ca].

5. Léger, *Les premiers 25 ans : local 1065, 1959-1984* [Saint-Jean : Syndicat des employés de gros, de détail et des magasins à rayons, 1984]. Aussi paru en anglais sous le titre *The First 25 Years: Local 1065, 1959–1984* [Saint John : Retail, Wholesale and Department Store Union, 1984].

6. Léger, *423 jours sur la ligne de piquetage/423 Days on the Picket Line* (Chatham, N.-B. : SGDMR/RWDSU section 1065, 1990).

travailleuses de la région de l'Atlantique, utilisant en parallèle un ensemble de documents bilingues sur l'histoire du travail dans la région. Ce genre de formation syndicale qui met l'accent sur le milieu local n'aurait pu être offert sans un travail de recherche continu. Au cours de cette période, Raymond a produit une étude très utile à partir des dossiers d'accréditation et d'autres documents d'archives. Cette étude a établi des données sur les membres à l'intention des syndicats et qui a attiré l'attention sur des luttes négligées et des moments charnières de l'histoire du travail dans la province⁷. Dans le cadre d'une autre initiative, Raymond a collaboré à la production d'une publication bilingue qui s'adressait aux militantes et militants syndicaux et sociaux de la province, avec l'appui de la Fédération des travailleurs et travailleuses et de l'Université du Nouveau-Brunswick, intitulée *Sur la table/On the Table*⁸. Les graines d'un projet d'envergure en histoire du travail dans la province ont été semées lors d'un atelier de deux jours organisé par la Fédération des travailleurs et travailleuses en 1990. Parmi les conférenciers, il y avait des syndicalistes de la première heure, des chercheurs émergents et des auteurs établis tels que Robert Babcock, de l'Université du Maine, et Bill Gillespie, auteur d'une histoire du mouvement ouvrier à Terre-Neuve-et-Labrador. Le projet a enfin vu le jour en 2004 sous la forme d'une Alliance de recherche universités-communautés financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et impliquant la collaboration entre les universités, les syndicats et les institutions patrimoniales. La réunion préliminaire de préparation a eu lieu dans le bureau de Raymond, dont l'influence s'est étendue sur toute la durée du projet⁹.

À ce moment-là, Raymond occupait un nouveau poste d'agent de recherche au SCFP, où ses responsabilités comprenaient les territoires du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard. Son poste, qui incluait des périodes de service à Ottawa, se trouvait à Fredericton, où il travaillait sur de nombreux dossiers qui allaient des pensions à la privatisation et de l'équité salariale à la justice environnementale, en passant par la sécurité au travail et les lois

7. Léger, « L'évolution des syndicats au Nouveau-Brunswick de 1910 à 1950 », *égalité : revue acadienne d'analyse politique*, vol. 31 (printemps 1992), p. 19–40.

8. *Sur la table : regard sur le travail et la société pour les militants et militantes syndicaux et en développement social/On the Table: A Review of Work and Society for Labour and Social Activists in New Brunswick* (1997–2000). En rétrospective, on peut considérer cette modeste publication comme un précurseur de l'actuelle COOP Média NB, qui possède un site Web (<https://nbmediacoop.org/>) et qui publie un feuillet bimensuel en format imprimé, *En bref/The Brief*.

9. Pour une description du projet, voir Carol Ferguson, « Re-Connecting with the History of Labour in New Brunswick: Historical Perspectives on Contemporary Issues/Nouveau regard sur l'histoire du travail au Nouveau-Brunswick : les enjeux contemporains vus dans une perspective historique », *Acadiensis*, vol. xxxvii, n° 1 (hiver-printemps 2008), p. 76–85. Une version archivée du site Web du projet est accessible aux Archives provinciales du Nouveau-Brunswick : <https://archives.gnb.ca/lhtnb/>.

relatives aux négociations collectives. Il faisait toujours sentir sa présence. « Quand on venait rencontrer Raymond pour avoir une discussion », s'est rappelé Gordon Black, un ancien directeur régional du SCFP de la région des Maritimes, « on avait intérêt à apporter des faits à l'appui. Il ne se présentait jamais sans s'être préparé. » Raymond était très reconnaissant au SCFP pour le rôle qu'il avait joué dans l'histoire du travail au Nouveau-Brunswick. Il admirait les géants de la génération précédente, en particulier le vétéran John F. « Lofty » MacMillan, directeur national du recrutement, et Gil Levine, fondateur du service de la recherche du SCFP, qui étaient issus respectivement du militantisme syndical et de la gauche politique radicale. En 1999, nous avons assisté à la collation des diplômes au campus de Saint-Jean de l'Université du Nouveau-Brunswick, où MacMillan, dont le travail syndical avait commencé à Saint-Jean, a reçu un grade honorifique. Raymond a souligné plus tard comment Lofty, bien que visiblement fatigué et indisposé, a saisi l'occasion et a lancé un défi aux étudiants et aux étudiantes : « Au lieu de parler de banalités, il a parlé de pauvreté, d'amélioration des soins de santé, de la guerre en Irak, des droits du mouvement ouvrier et de la nécessité de poursuivre la lutte pour la justice sociale. Ce discours était un résumé de la longue lutte qu'il avait lui-même menée pour défendre les travailleurs et les travailleuses, et un rappel que le mouvement ouvrier aura toujours besoin d'autres Lofty MacMillan¹⁰. »

Après s'être retiré de l'action syndicale au sein du SCFP, Raymond a continué d'effectuer des recherches sur l'histoire du travail en plus de s'intéresser à l'histoire familiale. De temps en temps, il nous rappelait que son père avait la distinction d'être allé aux Jeux olympiques d'hiver à Lake Placid en 1932 non pas en tant qu'athlète, mais parmi les travailleurs acadiens qui s'étaient rendus dans l'État de New York pour aider à préparer le site et à pelleter de la neige en vue des compétitions. Raymond était lui-même un cycliste d'expérience. Il a franchi des milliers de kilomètres lors d'expéditions lointaines, parcouru avec plaisir les parcs nationaux du Canada et du Québec, visité les attraits de la campagne française et, au moins une fois, bravé la circulation de la Nouvelle-Angleterre. De plus, il s'est dévoué à faire la promotion du ski de fond. Pendant ses années à Fredericton, il a été membre du conseil d'administration du club de ski de fond local, le club Wostawea. L'un de ses projets de retraite était d'écrire l'histoire du club à l'occasion de son 50e anniversaire. Il faisait remarquer, lors de conversations, que le ski nordique, comme on l'appelait alors, avait été amené dans la province par des immigrants norvégiens venus travailler dans les usines de pâtes et papiers du nord du Nouveau-Brunswick. L'ambition qu'il caressait d'avoir fait une randonnée de ski sur chacun des continents du monde ne s'est pas réalisée, mais il s'en est fallu de peu.

10. Sur le site Web de LHTNB, voir la section « Remembering Lofty MacMillan », qui comprend également un témoignage de Gil Levine. Une version complète de l'hommage de Raymond a paru sous le titre « Remembering a Giant: Lofty MacMillan, 1917–2006 », *Our Times: Canada's Independent Labour Magazine*, vol. 25, n° 2 (avril–mai 2006), p. 36–37 (traduction libre).

Le 10 juillet dernier, plus de 200 personnes se sont entassées dans la salle communautaire de l'édifice municipal de Bertrand, juste en face de l'église catholique et de l'école élémentaire que Raymond et ses frères et sœurs avaient fréquentées. Dans un débordement d'affection empreinte de respect, des personnes ont pris la parole pour souligner le dévouement et la discipline avec lesquels Raymond a servi les intérêts de ses concitoyens et concitoyennes. Comme l'a dit l'une d'entre elles, Raymond n'a pas simplement appuyé une cause, mais il était également prêt à assumer des responsabilités d'organisateur. Par exemple, tout récemment, il a effectué une tâche aussi banale que de préparer des listes de personnes à qui téléphoner en vue de la réunion du 50e anniversaire de la fondation de la polyvalente Louis-Mailloux. L'un de ses camarades de classe, un ancien ministre provincial et maintenant maire de Caraquet, s'est souvenu des discussions et des débats qu'ils ont eus tout au cours de leur vie et dans lesquels ils n'ont jamais perdu leur respect l'un pour l'autre.

La dernière fois que j'ai vu Raymond, il était debout devant sa résidence à Bertrand, la petite maison rurale construite par son grand-père il y a plus d'un siècle, dans laquelle sa mère et son père ont élevé leurs trois filles et cinq garçons. Maintenant, la maison a été rénovée et agrandie, un projet de retraite auquel Raymond s'est appliqué avec autant d'attention pour les détails que dans ses travaux de recherche. Il était là, encore plein de projets et d'idées. Je le vois qui part à vélo pour aller explorer un nouveau parcours. Je le vois qui trace la piste dans la forêt sur ses skis ou qui se rend à une réunion de la société historique locale, dont il a assumé la présidence. Peut-être s'apprêtait-il à assister à un concert ou à visiter une galerie d'art, ou à s'arrêter chez des amis en passant pour parler de politique et d'histoire, de nourriture et de musique ou de tout autre sujet qui pourrait être abordé. Et récemment, je le vois à son retour d'Islande, le printemps dernier, qui fait un arrêt à Boston pour inspecter le Fenway Park et assister à un match de baseball. Quelle que soit la situation, je me souviens de Raymond comme d'un homme aux multiples facettes, toujours prêt à offrir des conseils et des encouragements, avec une bonne dose d'humour pour stimuler l'échange. Il était toujours là, à la fois bon guide et bon compagnon, pour citer une expression qui décrit bien l'homme que j'ai connu. Il était toujours là et maintenant, malheureusement, il n'y est plus.